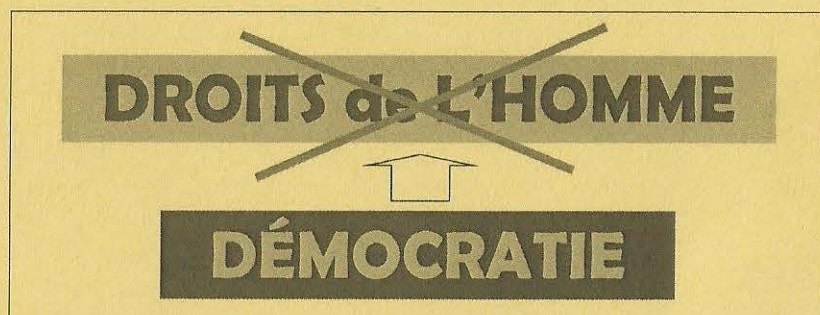


**CES VÉRITÉS HISTORIQUES  
DÉRANGEANTES  
QUE NOS DÉMOCRATES  
CACHENT AU PUBLIC**



Le racisme est-il un ferment de haine ? Hitler a-t-il décidé l'extermination des juifs ? Pourquoi les témoignages de tant de hauts dignitaires nationaux -socialistes sont-ils ignorés par les historiens ? Pourquoi ne montre-t-on jamais les notes manuscrites du fameux discours dans lequel Himmler aurait déclaré que les juifs étaient exterminés ?

A ces questions, et à d'autres, Vincent Reynouard répond dans cette réponse à un antirévisionniste...

Ref catalogue : B 21

Prix : 6 €

Consultez notre catalogue sur [www.phdnm.org](http://www.phdnm.org)

Contact : [contact@phdnm.org](mailto:contact@phdnm.org)

Adresse postale :

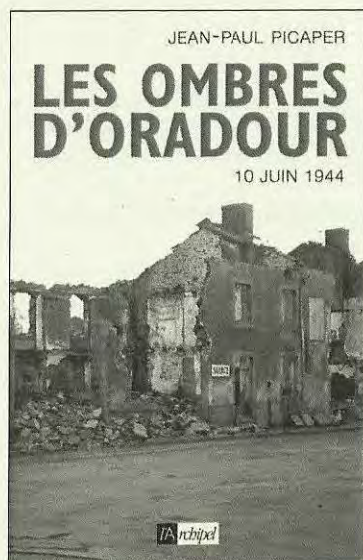
**Siegfried Verbeke  
Italiëlei, 203 B  
B-2000 ANTWERPEN  
Belgique**



candeur m'abasourdit ! Demandez donc à Eric Zemmour si, en France, on peut tout dire... Demandez la même chose à Noël Mamère qui a dû se battre plusieurs années pour quelques propos anodins (voir ci-dessous).



Lisez, s'il vous plaît, cet article très instructif (ci-dessous) publié voilà quelques mois par le magazine *Le Point*.



Monsieur Picaper, vous êtes l'auteur d'un ouvrage paru récemment aux éditions l'Archipel et intitulé : *Les ombres d'Oradour*.

Pour l'heure, je ne parlerai pas d'Oradour. Je citerai ce que vous avez écrit à propos du « négationnisme » en général :

Ce qui fait le charme sulfureux des propos des négationnistes, c'est qu'ils prétendent être les militants d'une rébellion contre la vérité proclamée et pouvoir se targuer « d'oser parler vrai » [p. 261].

A cela, vous répondez :

Leur attitude toutefois n'a rien d'héroïque, étant donné qu'en démocratie, on peut s'exprimer sans risque et que n'importe qui peut dire n'importe quoi à propos de presque tout [id.].

J'ai relu deux fois la phrase pour être sûr de l'avoir comprise. Liberté d'expression quasi totale en France ? Mais sur quelle planète vivez-vous, M. Picaper ? Votre



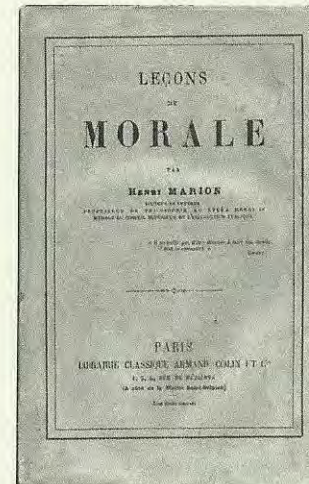
Vous me répondrez sans doute que vous avez bien pris soin de relativiser : on peut dire n'importe quoi à propos de « *presque* » tout (p. 263). Certes, mais les sujets sur lesquels l'expression publique n'est pas libre comprennent précisément ceux que traitent les « négationnistes ». D'ailleurs, vous connaissez l'existence de la répression antirévissionniste puisque, malgré les conditionnels utilisés, vous décrivez globalement celle que je subis depuis plus de 20 ans (p. 287). Vous mentionnez même mon arrestation le 8 novembre 2007 « *comme un vulgaire malfaiteur* », ainsi que ma condamnation à un an de prison et 10 000 € d'amende (p. 269). Bien que vous ne disiez pas que, cette peine, je l'ai purgée à la maison d'arrêt de Valenciennes, vous concluez : « *Bref, la carrière de cet éminent intellectuel a été un vrai calvaire au point qu'on se demande comment il a pu élever ses huit enfants* » (p. 289). Et c'est en France que l'on pourrait tout dire sans risque ? La cohérence ne semble donc pas être votre fort, M. Picaper. Mais je vous offre la possibilité de me prouver le contraire. En effet, vous poursuivez ainsi :

Cela [le calvaire vécu] ne semble pas avoir entamé son sens de l'humour, puisqu'il aurait proposé une somme d'argent (5 000 €) à celui qui « *démontrera au terme d'une débat libre, loyal et courtois que les chambres à gaz hitlériennes ne sont pas un mythe de propagande* » [p. 289].

Je passe rapidement sur votre passage dénué d'intelligence mais non d'ironie pour souligner ce que vous écrivez ensuite :

Pourquoi donc ne pas accorder justement à Reynouard et à ses amis ce débat libre, loyal et courtois auquel ils aspirent vraiment ? [id.]

Eh oui : pourquoi ? Question pertinente, tous les honnêtes gens en conviendront. Car comme l'a déclaré Jean-Pierre Raffarin le 22 avril 2012 sur la Une : « *Ne pas accepter le débat, c'est quelque chose d'assez étonnant* ».



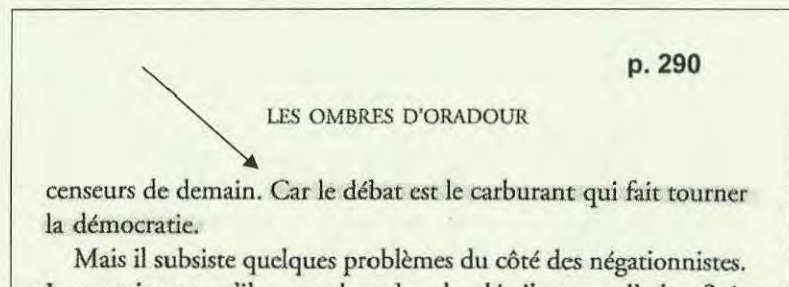
Je rappelle que, dans ce manuel de morale républicaine datant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on lisait : « *La libre discussion est d'absolue nécessité dans l'ordre des croyances qui se démontrent et qui se discutent* » (p. 240). En proposant ce débat, vous êtes donc un bon républicain, dans sa troisième version au moins. Vous donnez en outre deux raisons en faveur de l'organisation d'un débat. La première est la suivante : « *Si on*

*ne le fait pas, ils* [les négationnistes] *continueront à se draper de la gloire des persécutés* » (p. 289). En écrivant cela, vous admettez implicitement que les « négationnistes » sont persécutés. Car si nous ne l'étions pas, le fait de nous draper dans cette gloire serait ridicule et ferait rire tout le monde, vous en premier. Or, loin d'en rire, vous souhaitez l'organisation d'un débat afin que cette situation cesse.

Il est vrai — et vous le savez, M. Picaper — que d'instinct, les gens éprouvent de la sympathie pour les persécutés. Le phénomène se renforce lorsque, le spectre de la faillite menaçant, la société persécutrice est de plus en plus rejetée. En 1923, Hitler n'était qu'un obscur agitateur emprisonné pour tentative de putsch. Dix ans plus tard, la république de Weimar ayant fait failli-

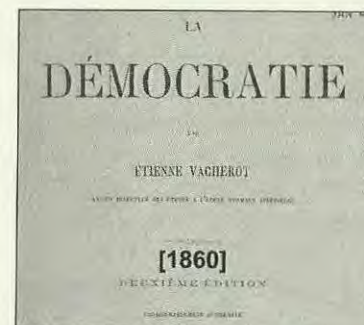


te, il accédait au pouvoir. Dix ans, ce n'est rien à l'échelle de l'Histoire humaine. Aujourd'hui encore le révisionnisme reste très majoritairement rejeté. Mais qui sait comment les sentiments du peuple évolueront dans les années à venir, lorsque les effets de la crise s'étaleront chaque jour davantage et que le spectre de la disette planera ? Les foules ne risqueront-elles pas de se tourner vers celles et ceux que la société vacillante aura considéré (et traité) comme ses principaux adversaires ? Le risque s'avère et vous le savez. Voilà pourquoi vous soutenez l'idée d'un débat loyal, libre et courtois avec les « négationnistes ». Cette raison est cependant toute circonstancielle ; donc je ne m'y attarderai pas davantage. La deuxième est bien plus fondamentale. Vous écrivez : « *Car le débat est le carburant qui fait tourner la démocratie* » (p. 290, voir ci-dessous). Voilà une très belle phrase, Monsieur Picaper, et je crois deviner pourquoi vous l'avez écrite.



La démocratie étant le gouvernement de tous par tous, chaque citoyen doit pouvoir librement choisir afin de participer aux affaires publiques. Or, on ne choisit de façon libre et éclairée que si l'on a accès à toutes les opinions. Et pour pouvoir juger entre ces opinions, il faut : 1°) qu'elles puissent librement s'exprimer, et 2°) qu'elles se confrontent au grand jour et loyalement. D'où la nécessité de la liberté d'expression et des débats publics. On ne le répètera jamais assez,

sans la liberté d'expression et sans débat, la liberté d'opinion est un leurre puisque pour pouvoir se faire une opinion éclairée, il faut pouvoir accéder librement à toutes les informations et les voir se confronter.

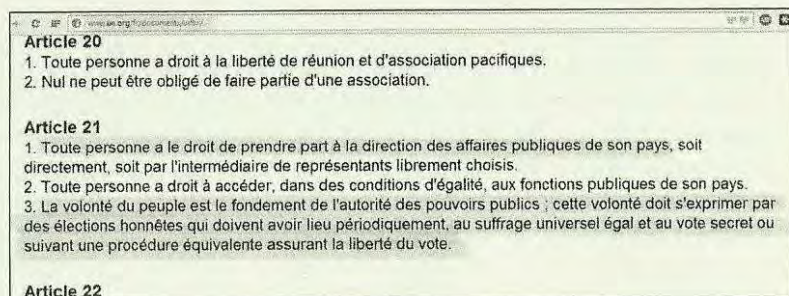


Telle est la raison pour laquelle dans son livre paru en 1860 et défendant le projet d'une démocratie, Étienne Vacherot liait intimement la liberté de pensée à l'éducation, et donc, à la liberté d'expression. Il écrivait :

Qu'est-ce que la liberté de penser ? La liberté dans son acte le plus intime et le plus profond. Ce droit-là est à l'abri de la force, mais il peut être atteint par l'ignorance et la superstition. Droit de l'homme [...] il crée à la famille et à l'État l'impérieux devoir de l'enseignement et de l'éducation. Qu'est-ce que le droit de parler et d'écrire ? La liberté dans sa plus haute manifestation, la liberté de l'esprit, pour lequel toute faculté corporelle, toute propriété matérielle n'est qu'un instrument. On voit déjà combien ce droit est saint, et que le pouvoir qui le viole commet un crime de lèse-humanité plus grave que s'il portait la main sur la propriété [p. 40].

Ce raisonnement, qui vous donne raison, semble imparable. Semble, seulement, car une vérité surgit, imprévue : la démocratie n'est pas un principe absolu, c'est-à-dire un principe qui aurait en lui-même sa propre justification. Elle ne fait que découler des droits de l'homme. C'est parce que les hommes naissent libres et égaux en droit (art. 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948) qu'ils ont tous le droit de participer au gouvernement de la nation. Et c'est parce





que toute personne peut prendre part à la direction des affaires publiques de son pays (art. 21, voir ci-dessus) que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité du pouvoir. Et c'est parce que cette volonté ne doit pouvoir s'exprimer qu'à intervalles réguliers, des élections au suffrage universel doivent être organisées. C'est donc une grave erreur de croire que la démocratie serait le principe suprême en politique. Le principe fondateur suprême, ce sont les droits de l'homme. Dès lors, peut-on imaginer des élections qui porteraient au pouvoir un gouvernement décidé à supprimer, ou même à limiter, les droits de l'homme ? Absolument pas. Aucune élection ne pourrait menacer le principe qui la fait exister. C'est la logique même. Par conséquent, loin d'être un système donnant accès à toutes les potentialités, comme le croient trop de gens, la démocratie est au contraire limitée au cadre des droits de l'homme.

Mais puisqu'il en est ainsi, alors il est inutile que des idées, des thèses ou des opinions qui attaquent tout ou une partie du contenu des droits de l'homme, puissent s'exprimer. D'où l'article 29, paragraphe 3, de la déclaration universelle de 1948 qui énonce : « *Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.* » Autrement dit : la liberté d'expression ne saurait être la liberté d'attaquer les droits de l'homme.

Or, sachant que le racisme et l'antisémitisme sont contraires aux droits de l'homme, il suffit de dire que le révisionnisme rime avec antisémitisme pour que l'interdiction tombe logiquement. C'est précisément ce que les partisans de la loi antirévisionniste Gayssot ont déclaré en juin 1990 au sénat afin de soutenir, puis finalement d'obtenir, le vote du texte.

1458

J.O., 12 juin 1990, SÉNAT - SÉANCE

**nisme et la négation du génocide. Les thèses révisionnistes n'ont d'autre but que l'antisémitisme. Leurs auteurs cherchent à effacer des mémoires le régime nazi, à faire oublier la solution finale, tout comme d'ailleurs le racisme anti-arabe ou anti-noir contribue à effacer des mémoires la colonisation ainsi que les guerres coloniales par lesquelles les peuples opprimés ont recouvré liberté et dignité.**

**Ces réalités historiques ne doivent pas être oubliées. Elles**

La dialectique des partisans de la loi antirévisionniste (ici, la sénatrice M<sup>me</sup> Fraysse-Cazalis).

Seulement, et pour ne pas partir dans des conditions trop générales, un grave problème se pose : le discours « négationniste » aborde des points d'Histoire. Il remet en question ce qui est couramment dit sur la seconde guerre mondiale. Il place donc la querelle sur le terrain historique. Je sais qu'ici, mes adversaires me répondront : « Stop Reynouard ! Ne nous prenez pas pour des imbéciles. On sait très bien qu'en remettant en cause les crimes nazis, vous voulez réhabiliter le nazisme. Votre objectif n'a donc rien d'historique, il est politique et menace directement les droits de l'homme ». Il est vrai que si j'ai choisi de diffuser les thèses révisionnistes, c'est pour réhabiliter le national-socialisme.



Mais le réhabiliter dans le sens suivant : « Rétablir une personne [ici : une idéologie] dans des droits [...] qu'elle avait perdus ».

Le Petit Larousse	
	[ou une idéologie]
<b>RÉHABILITER</b> v.t. 1. Rétablir une personne dans des droits, une capacité, une situation juridique qu'elle avait perdus. 2. Aider à la réinsertion sociale de. <i>Réhabiliter un toxicomane.</i> 3. Faire recouvrer l'estime, la considération d'autrui à.	R n R 2.

J'estime en effet que le national-socialisme devrait avoir droit à un traitement objectif : c'est-à-dire que l'on devrait pouvoir en parler lors d'une discussion passionnée, une discussion dans laquelle chacun serait libre de défendre cette idéologie sans tout de suite être traité de fou ou de monstre en puissance. Or, ce droit à traitement objectif, le national-socialisme l'a perdu. Quand on en parle, il faut de toute façon le condamner.

Un exemple parmi tant d'autres : cet ouvrage, *Hitler et le nazisme*, rédigé par l'historien Emmanuel Thiébot et publié par le Mémorial de Caen. L'auteur commence ainsi : « *Le nazisme est la plus perverse et la plus efficace entreprise du XXème siècle de destruction de l'homme, dont la base repose sur des principes systématiques de négation, d'exclusion et d'anéantissement de l'individu* » (p. 5).



L'objectif est donc clairement affiché : ce n'est pas une étude objective que nous allons lire, mais un réquisitoire. On chercherait d'ailleurs en vain, dans ce genre d'ouvrage réservé au grand public, un chapitre consa-

cré à la politique de protection de la famille sous Hitler, à l'amélioration de la condition ouvrière, à la politique agricole, à la réhabilitation du travail manuel, aux lois sociales, à l'aménagement du territoire, aux arts... Non, l'auteur nous parle exclusivement de la répression (p. 35), de la Gestapo, et, bien évidemment, de la politique raciale (p. 41). Il conclut ce chapitre en écrivant : « *la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 [...] met en place la "solution finale", pour exterminer tous les juifs d'Europe. L'emploi des gaz pour tuer les juifs dans les camps est alors décidé.* » (p. 43).

Emmanuel Thiébot se trompe lourdement. Ayant déjà consacré une vidéo sur le sujet, je n'y reviendrai pas. Je lui rappellerai uniquement qu'en 1992, l'universitaire juif, Jehuda Bauer, avait déclaré que la thèse selon laquelle l'« Holocauste » aurait été décidé à Wannsee était une « *histoire inepte* » (voir ci-dessous).

**The Canadian Jewish News, 30 janvier 1992, p. 8**

## Wannsee's importance rejected

**LONDON (JTA) —**  
An Israeli Holocaust scholar has debunked the Wannsee Conference, at which top Nazi officials are said to have gathered at a villa in a Berlin suburb in 1942 to draw the blueprints of the "Final Solution."

According to Prof. Jehuda Bauer of the Hebrew University in Jerusalem, Wannsee was a meeting, but "hardly a conference," and "little of what was said there was executed in detail."

Bauer addressed the opening session of an international conference held here to mark the 50th anniversary of the decision to carry out the "Final Solution." But it was not made in Wannsee, the Czech-born scholar said.

"The public still repeats, time after time, the silly story that at Wannsee the extermination of the Jews was arrived at. Wannsee was but a stage in the unfolding of the process of mass murder," he said.

Bauer also maintained that fears that memories of the Holocaust are receding with time are unfounded.

"Whether presented authentically or inauthentically, with empathy and understanding or as monumental kitsch, the Holocaust has become a ruling symbol of our culture."

"Hardly a month passes without a new TV production, a new film, a new drama, a number of new books of prose or poetry dealing with the subject."

"Dead Jews, as contrasted with live ones, have very often been a subject of commiseration, sympathy and soul-searching," the professor said.

Viewing exhibits at the Wannsee-Villa memorial are (from left) Heinz Gal, chairman of the German Jewish community, Rudolf Seiters, minister of a man interior, Rita Süssmuth, president of the German Parliament, and Die Dieppen, mayor of Berlin. The theory that Wannsee was the birthplace of the Holocaust idea has been debunked by an Israeli scholar. [RNS Photo]



Jean-Claude Pressac, *Les crématoires d'Auschwitz* (éd. CNRS, 1993, p. 35)

dans la 2 et, en dernier, stockés dans la 1, avant incinération (schéma page suivante). L'orientation du bâtiment notée sur les plans indiquait son implantation au Stammlager<sup>112</sup>.

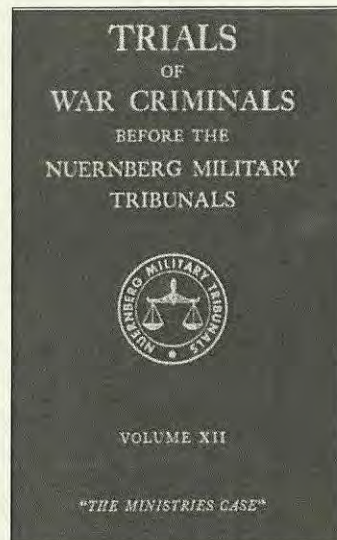
Le 20 janvier, se tenait à Berlin la conférence dite de Wannsee. Si une action de « refoulement » des Juifs vers l'Est fut bien prévue avec l'évocation d'une élimination « naturelle » par le travail, personne ne parla alors de liquidation industrielle. Dans les jours et les semaines qui suivirent, la Bauleitung d'Auschwitz ne reçut ni appel, ni télégramme, ni lettre réclamant l'étude d'une installation adaptée à cette fin. p. 35

Grabner, toujours bien informé et veillant jalousement sur « son » crématoire, sut que Prüfer se trouvait au Stammlager le 31 janvier et réclama à Bischoff qu'il fasse réparer le second four, endommagé<sup>113</sup>. En fait, Prüfer était venu pour deux choses : pla-

Un an plus tard, Jean-Claude Pressac souligna que, si lors de cette réunion, il avait bien été question d'une expulsion des Juifs vers l'Est, personne n'avait parlé de liquidation industrielle (voir ci-dessus).

Je note que, sur ce point, nos historiens avaient plus de quarante ans de retard sur les avocats de la défense à Nuremberg.

En effet, le 3 septembre 1948, dans son exposé introductif, l'avocat de l'ancien chef de la chancellerie du Reich rappela qu'aucun programme d'extermination des Juifs n'avait été décidé, que ce soit à Wannsee le 20 janvier 1942, ou lors des deux réunions subséquentes en mars et octobre 1942 (voir IMT, série verte, vol. XII, pp. 312-313). A l'époque, il était question d'évacuer les Juifs et on s'interrogeait pour savoir s'il



**TMI**  
série verte  
vol. XII

pp. 312-313

and the other witnesses not directly involved, must have attached to them in 1942 and afterwards. To the extent that the defendant Dr. Lammers knew the circumstances at that time, the problem of the final solution of the Jewish question presented itself to him as follows:

- (1) The evacuation of full Jews.
- (2) The question of including half-Jews in the evacuation.

312

- (3) The same question in regard to the so-called privileged Jews.

A program for the extermination of the Jews within the meaning of the indictment was not drawn up in the three meetings of 20 January 1942, 6 March 1942, and 27 October 1942, the records of which have been introduced by the prosecution as exhibits (NG-2586, Pros. Ex. 1544; NG-2586-H, Pros. Ex. 1453; NG-2586-M, Pros. Ex. 1458) because:

fallait y adjoindre les demi-Juifs ainsi que les Juifs dits « privilégiés » (*id.*, voir ci-dessus). Lors des audiences, l'ancien chef de la chancellerie du Reich, Hans Lammers, confirma qu'aucune information sur une quelconque décision d'exterminer les Juifs ne lui avait été rapportée par son collaborateur qui avait assisté à la conférence de Wannsee, sans quoi il s'en serait souvenu (*ibid.*, p. 414, voir ci-dessous). Il expliqua qu'ayant obtenu d'Hitler une audience pour savoir en quoi consistait la « solution finale » de la question juive, le Führer lui répondit qu'il avait chargé Himmler d'évacuer les Juifs d'Allemagne (*ibid.*, p. 415, voir ci-p. suiv).

DEFENDANT LAMMERS: These weren't records. They're just one-sided minutes, compiled in the RSHA. If, which I doubt, these minutes were really sent out to everybody who attended the meeting, which included my Ministerial Councillor Kritzing, I must still deny that they were ever submitted to me or that I ever read them. These minutes are something I would have remembered. I don't think that they ever reached the Reich Chancellery and I have quite a number of reasons for supposing that. On the other hand, it is not impossible that Kritzing reported to me about this conference, but that was a very brief report and did not in any way indicate that the extermination of Jews might be intended. That is something I would undoubtedly remember. Nor do I think that when Kritzing reported to me he knew about the

TMI, série verte, vol. XIII, p. 414



A. At the beginning of 1942 I asked the Fuehrer for an opportunity to report on the matter, and this was granted. I wanted to find out what this final solution [Endloesung] was all about and whether it was true that he had given corresponding orders, and what their contents were. However, the Fuehrer refused to discuss these matters with me. He only said that he had given Himmler the order for the final solution, namely, for the evacuation of the Jews from Germany. He also said that Himmler was responsible to him alone, and that he would inform me if my participation should turn out to be necessary.

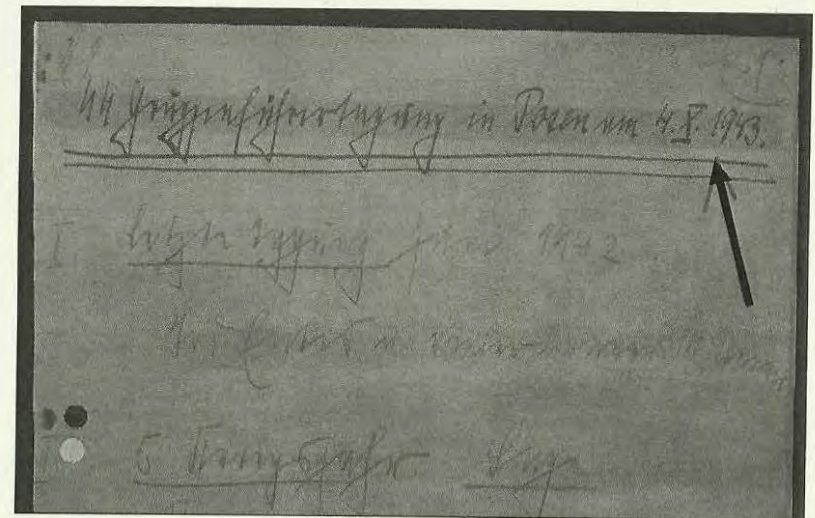
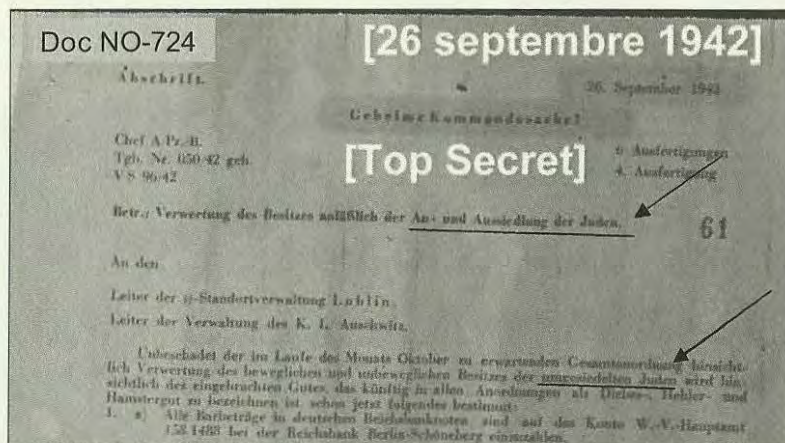
Q. After this report, that is, this first report to the Fuehrer, what instruction did you give to your assistants in the Reich Chancellery?

p. 415

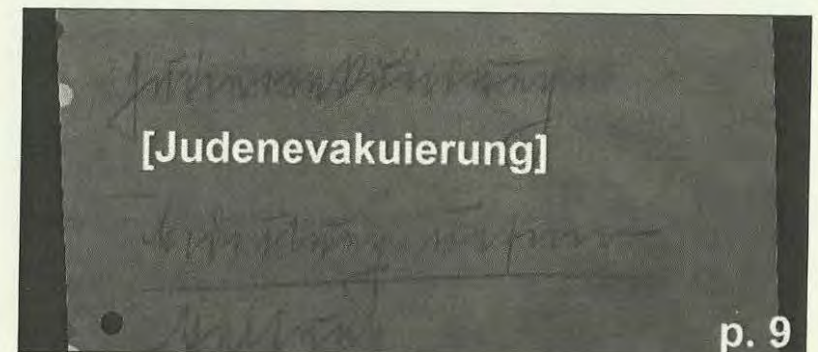
A. Immediately after this report, I ordered my officials to re-

De nombreux documents confirment qu'il s'agissait d'une évacuation des juifs.

Prenons par exemple le NO-724 (ci-dessous). Daté du 26 septembre 1942, c'est-à-dire neuf mois après la conférence de Wannsee, il était « Top Secret », donc nullement destiné ni à la publication, ni à la propagande. Il s'agissait d'un document interne visant des gens qui savaient. Or, il y est clairement question des juifs évacués, installés ou réinstallés (voir ci-dessous). Comment croire qu'entre eux, en interne, ceux qui savaient auraient utilisé des euphémismes ?



Et voici (ci-dessus), un document qu'on ne montre quasi jamais. Il s'agit des notes manuscrites d'Himmler lui-même pour charpenter son discours à Posen, le 4 octobre 1943. C'est dans ce fameux discours qu'il aurait, dit-on, clairement parlé de l'extermination des juifs. En vérité, il a utilisé un mot qui peut aussi bien signifier « extirpation », et dans ses notes, on lit clairement : « évacuation des juifs » (p. 9, voir ci-dessous). Là, il faudrait donc croire que pour lui-même, Himmler aurait utilisé des euphémismes.





militaires allemandes a procéder a toutes executions sommaires et arrestations. Quant à la Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942, elle met en place la « solution finale », pour exterminer tous les Juifs d'Europe. L'emploi systématique des gaz pour tuer les Juifs dans les camps de concentration est alors décidé. Hitler considère comme objectifs similaires la victoire militaire et la destruction des Juifs. En 1945, 6 millions de Juifs auront péri dans les camps (Auschwitz, Treblinka, Ravensbrück, Buchenwald, etc) et les ghettos (Varsovie, Cracovie, etc.), ou victimes d'exécutions sommaires.

p. 43

#### Les allégations d'E. Thiébot sur Wannsee et Hitler

On le voit, les allégations de l'historien Emmanuel Thiébot sur la conférence de Wannsee sont entièrement fausses. Quant à laisser supposer qu'on y aurait également décidé de l'emploi des gaz pour tuer les juifs dans les camps, c'est là un mensonge caractérisé. L'auteur poursuit en affirmant qu'Hitler considérerait « *comme objectifs similaires la victoire militaire et la destruction des juifs* » (p. 43, ci-dessus). Si cela avait été vrai, et toujours dans le cadre de la thèse défendue par Monsieur Thiébot, alors Hitler aurait été présent à Wannsee et à toutes les autres conférences sur la question juive comme il le fut, jusqu'au bout, aux réunions militaires. Or, ce n'est pas le cas. Hitler n'assista ni à la conférence de Wannsee, ni aux autres qui suivirent. Pourquoi ? Parce que pendant la guerre, il cessa d'accorder de l'importance à la question juive. Ce qui le préoccupait en premier, c'était de remporter la victoire militaire.

A son procès, en 1948, Hans Lammers raconta que peu après la conférence de Wannsee, il avait obtenu une deuxième audience auprès du Führer afin de lui

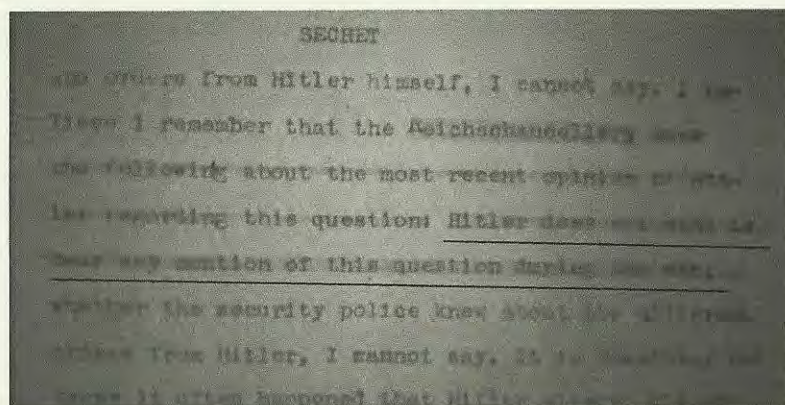
parler de la question juive. Mais, dit-il, Hitler coupa court au motif

que durant la guerre, il ne voulait plus entendre un seul autre rapport sur les affaires juives. Il avait des choses plus importantes à faire maintenant et les autres devraient avoir des choses plus importantes à faire. Finalement, il exprima très clairement le souhait qu'un point final soit mis une fois pour toutes à toutes ces affaires juives. Il ajouta qu'après la guerre, il prendrait une décision finale sur l'endroit où les juifs devraient aller. Je me souviens qu'il a dit qu'il y aurait alors assez de place à l'Est ou ailleurs pour y envoyer les juifs [IMT, série verte, vol. XII, p. 416].

Ce témoignage, capital, n'est jamais cité par les historiens. On me répondra peut-être qu'il n'a aucune valeur parce qu'il est isolé et que Lammers mentait dans l'espoir de sauver sa peau. Je souligne toutefois que ce témoignage est en accord avec les documents d'époque qui parlent d'une évacuation. De plus, il est confirmé et n'est pas isolé.

Je me suis procuré le témoignage de Gottfried Boley. En tant que collaborateur de Lammers, il assista en 1943 à une réunion sur la « solution finale ». Son témoignage est important car en septembre 1945, il croyait que les juifs avaient été exterminés. Face à l'interrogateur, toutefois, il déclara qu'à la réunion, il n'avait été question que d'évacuation ou de stérilisation, ou les deux à la fois, ainsi que du cas des demi-juifs. Il ajouta qu'à l'époque, il avait appris de la chancellerie du Reich l'opinion la plus récente de Hitler sur cette question. Elle était celle-ci : « *Hitler ne veut plus entendre parler de cette question pendant la guerre* » (voir page suivante, en haut). Trois ans, donc, avant le procès Lammers, l'un de ses collaborateurs, avait confirmé...





Le témoignage de Gottfried Boley en septembre 1945

J'ajoute qu'à son procès, l'ancien chef du budget du Reich, M. Schwerin von Krosigk, affirma n'avoir jamais entendu le terme « solution finale » avant la défaite et n'avoir jamais rien su d'une quelconque extermination (voir ci-dessous). Sachant que les biens volés aux juifs avaient été comptabilisés dans son service, il n'avait pu ignorer que les juifs étaient évacués. Mais jamais il n'avait entendu parler d'un massacre systématique. On lui avait toujours dit que les juifs étaient déportés vers

DEFENDANT SCHWERIN VON KROSIGK: No.

Q. Did you do anything in order to get rid of the assignment?

A. No. In this situation that would have been quite useless. What had to matter to me was only to execute these regulations in a way which as far as possible, avoided hardships and took into consideration both humane and economic considerations.

\* \* \* TMI, sér. verte, vol. XIII, p. 406

Q. With reference to the problem of the treatment of the Jews I have one more question. These matters have been repeatedly discussed here. I would only like to hear your personal attitude. What did you know about the so-called Final Solution [Endloesung] of the Jewish Question?

A. I cannot remember ever having heard the term at all before the collapse. At any rate I was not aware of any physical extermination as a solution of the Jewish question.

Q. The prosecution naturally says that many people in Ger-

l'Est ; une fois, il avait entendu prononcer le nom de Theresienstadt.

Mentionnons également Ernst von Weizsäcker, qui fut secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères. Son cas est intéressant parce qu'à son procès, il put apporter de nombreuses preuves que, sous Hitler, il avait aidé de nombreux juifs (voy. IMT, série verte, vol. XIII, pp. 432-433). Cet ancien fonctionnaire déclara que les mesures anti-juives lui étaient apparues comme violant toutes les lois chrétiennes.

Mais interrogé pour savoir s'il avait eu connaissance d'un plan d'extermination des juifs déportés vers l'Est, il répondit : « *Ce plan m'était totalement inconnu* » (p. 437, voir ci-dessous).

Q. \* \* \* Were you kept currently informed about what was happening to the Jews and what extent the extermination [Vernichtung] had assumed?

A. From the very beginning I considered many atrocious actions possible, but my imagination did not suffice to picture what I actually learned after collapse.

Q. Didn't you know of the plan of the so-called Final Solution [Endloesung], I mean the plan regarding the final extermination of all the Jews who were reported to the East?

A. This plan was completely unknown to me.

Q. But Mr. Luther had informed you about it?

p. 437

A. It is true that Mr. Luther asserts that he did so, and if I



Je terminerai en mentionnant Karl Wolff (ci-contre), qui fut chef de l'État-major de Himmler et officier de liaison de la SS auprès de Himmler. Si un homme devait être au courant de l'extermination, c'était bien lui. Or, interrogé comme témoin en 1947 au procès d'Oswald Pohl, il déclara : « *Les terribles exterminations des juifs et d'autres exterminations*



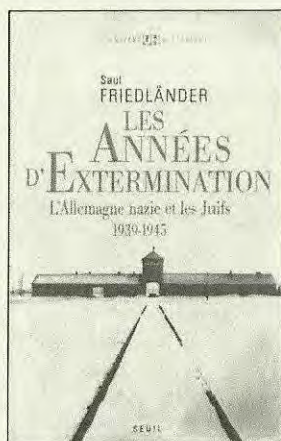
**TMI, série verte, vol. V, p. 679. Interrogatoire de Karl Wolff**

heard here in Nuernberg. Of the terrible exterminations of Jews, and other exterminations in the camps which was carried out at Lublin and Auschwitz I heard for the first time on 19 March 1945, when I came to Switzerland in order to handle the capitulation negotiations there at the time. At the time I was in Switzerland my Swiss friends gave me Switzerland newspapers, and showed me with horror of the first reports that bore atrocities in that form as carried out in the concentration camp of Lublin, which had been published in the papers. Himmler himself never discussed these things with me and in my opinion he never discussed them with any other Main Office chief or with any other person who was not directly needed as an active collaborator for the execution of this most terrible program of all times. We know the Fuehrer's order which states explicitly and which was issued long years before—that is, I believe, when the plans for the planned Western

qui furent perpétrées à Lublin et à Auschwitz, j'en ai entendu parler pour la première fois le 19 mars 1945, lorsque j'allai en Suisse » (voir ci-dessus). La suite du témoignage prouve qu'il apprit ces faits par le biais des rapports soviétiques sur Majdanek, des rapports que la presse suisse avait publiés. La source était donc loin d'être fiable. Quoi qu'il en soit, Karl Wolff précisa : « Himmler lui-même n'avait jamais discuté de ces choses avec moi ». Cet homme si bien placé entre Himmler et Hitler n'avait donc rien su.

Ici, mes adversaires croiront pouvoir me coincer en affirmant qu'un document démontre le contraire.

Ouvrons l'ouvrage de Saul Friedländer, *Les années d'extermination*. On y apprend que Karl Wolff participait personnellement aux déportations des juifs dans le cadre de l'action Reinhardt et qu'en août 1942, il répondit à l'un de



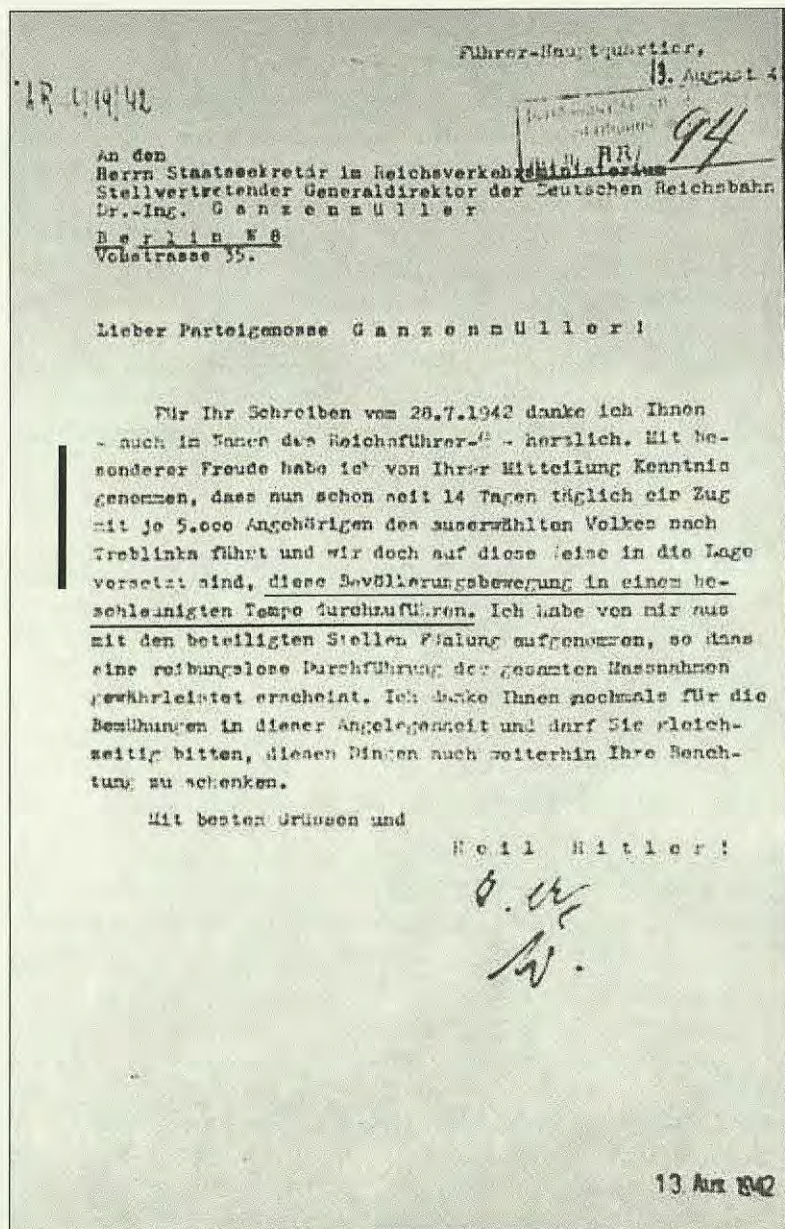
ses complices : « C'est avec une grande joie que j'ai appris par votre avis que, au cours des quatorze derniers jours, un train est parti chaque jour pour Treblinka avec 5 000 membres du peuple élu. » (p. 609)

L'ennui est que Saul Friedländer a tronqué de façon très malhonnête la phrase de Karl Wolff. Page suivante, le document original. Approchons-nous. Indiqué par un trait vertical, le morceau de phrase citée par Saul Friedländer : « C'est avec une grande joie que j'ai appris par votre avis que, au cours des quatorze derniers jours, un train est parti chaque jour pour Treblinka avec 5 000 membres du peuple élu. » Souligné, le morceau omis : « ce qui nous permet d'accélérer ce mouvement de population ». C'est clair, Wolff parlait d'un mouvement de population, c'est-à-dire d'une évacuation. Là encore, si l'on se place dans le cadre de la thèse officielle, il faudrait croire que, dans ce message purement interne, entre gens de haut rang, on avait employé des euphémismes. C'est inepte ! Si Wolff parlait d'un mouvement de population, cela confirme tous les autres documents qui parlaient d'une évacuation. Voilà pourquoi, bien qu'il soit connu depuis 1947, ce document capital n'est cité ni par Raul Hilberg, ni par Christopher Browning. Et voilà également pourquoi, dans son ouvrage, Saul Friedländer l'a malhonnêtement tronqué.

Qui sont les véritables falsificateurs de l'Histoire ?

Karl Wolff ne mentait donc pas lorsque, en 1947 (et après), il affirma n'avoir rien su d'une extermination des juifs. Tout comme l'ancien Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères von Weizsäcker. Et tout comme l'ancien chef de la chancellerie Hans Lammers. On doit donc croire ce dernier lorsque, à son procès, il rapporta que pendant la guerre, Hitler s'était désintéressé de la question juive. Il voulait y apporter une so-





lution définitive une fois la paix revenue, en parquant les juifs quelque part à l'Est ou ailleurs.

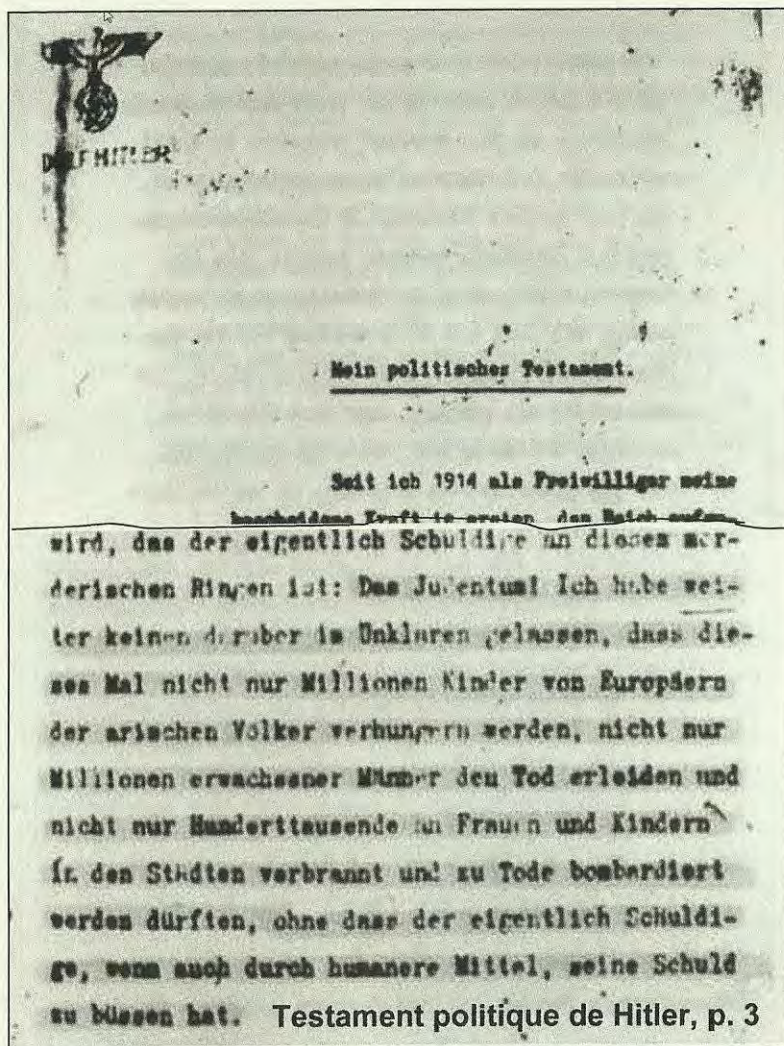
Je le répète encore une fois : je condamne la façon dont les juifs ont été traités par le gouvernement d'Adolf Hitler. Si, demain, j'arrivais au pouvoir, aucune responsabilité collective ne serait appliquée aux juifs ou à un autre peuple. Sans doute certaines officines seraient-elles dissoutes d'autorité, mais c'est à titre personnel que certains pourraient avoir à rendre des comptes...

Malgré cela, je m'élève et ne cesserai de m'élever contre les malhonnêtetés des historiens. Affirmer, comme Emmanuel Thiébot, que pendant la guerre, Hitler aurait considéré « *comme objectifs similaires la victoire militaire et la destruction* [sous entendu : physique] *des juifs* » relève du mensonge.

Hitler voulait anéantir la puissance juive ; il l'a clairement affirmé jusqu'au bout. Pendant la guerre, face à un conflit qui se radicalisait, il a donné l'ordre à Himmler d'expulser sans ménagement les juifs à l'Est, en attendant qu'une solution définitive soit prise après la fin des hostilités. Car pour l'heure, Hitler avait bien d'autres priorités. Cette expulsion brutale fut accompagnée d'une gigantesque entreprise de spoliation.

On ne laissait aux juifs que le strict nécessaire pour survivre (doc. PS-212). Une telle politique devait fatalement provoquer la mort de nombreux déportés, surtout chez les petits enfants, les vieillards et les faibles. C'est en ce sens que dans son testament politique du 29 avril 1945, Hitler déclara : « *Je n'ai également laissé personne dans le doute que cette fois-ci, des millions d'enfants européens issus des peuples aryens ne mourraient pas de faim, des millions d'hommes cultivés ne souffriraient pas à mort et, dans nos villes, des centaines de milliers de femmes et d'enfants ne mourraient pas brûlés ou bombardés sans que les vrais coupables*





[comprenez : les juifs] *expient leur faute, quoique plus humainement.* » (voir ci-dessus).

Jamais Hitler n'a donné l'ordre d'exterminer systématiquement les juifs. Toute une série de documents et

de témoignages le confirment : tous parlent d'une expulsion à l'Est. L'ennui est que cette documentation reste soit occultée, soit mal interprétée par les historiens. Voyez-vous, M. Picaper, c'est avec ce genre de mensonges colportés depuis 1945 que l'on interdit toute discussion dépassionnée sur le national-socialisme.



Soixante-dix ans après l'écrasement militaire du IIIème Reich, le grand public n'a droit qu'à des réquisitoires antinazis. Il en est abreuvé et, plus les années passent, plus le phénomène se renforce.

C'est en ce sens que je veux réhabiliter le national-socialisme : je souhaite que cette idéologie puisse bénéficier, comme les autres, d'un traitement objectif. Je souhaite que l'on puisse en parler calmement afin, tout d'abord, d'en retenir les principes éternels et d'en débarrasser ce qui fut contingent.



Aujourd'hui, la grande masse n'a droit qu'à des réquisitoires antinazis. La parole n'est jamais laissée à la défense.





Le 10 janvier 1943, sur les ondes de Radio-Paris, le chroniqueur allemand Friedrich déclara :

L'Europe se trouve prise dans l'engrenage d'une révolution que chaque nation doit d'abord faire sur son propre plan national, pour que l'Europe nouvelle en naisse. Cette révolution, je la vois sur quatre plans : sur le plan économique, où il faut affranchir les nations et leurs industries du servage où les maintient la haute finance internationale ; sur le plan social, où il faut mettre toutes les forces des pays au service des

communautés nationales constituées, sans s'arrêter aux privilèges de classe ou aux intérêts individuels ; sur le plan politique, où il faut substituer au régime parlementaire un pouvoir dictatorial puisant toute sa force dans la volonté d'un chef et dans l'assentiment des masses. Et, sur le plan moral, où il faut rééduquer complètement l'individu, lui inculquer le principe que le bien de la communauté passe avant ses intérêts personnels. Il faut lui faire rendre tout le potentiel d'énergie dont il est capable, lui rendre le goût du travail et en faire, dans tous les domaines, un combattant avancé de sa nation respective [pp. 7-8].

Dans ce texte, je trouve la quintessence du national-socialisme, à commencer par la primauté du bien commun sur le bien particulier. Le docteur Friedrich avait d'ailleurs raison de souligner qu'aucune révolution ne serait possible sans rééducation, c'est-à-dire sans changement des esprits. Marque odieuse du fascisme ? Pas du tout !

L'ancien compagnon de Gandhi a délivré le même message lorsqu'il a écrit :

changer de régime et améliorer les lois sans changer les hommes et les rendre meilleurs, c'est comme balayer la chambre sans ouvrir la fenêtre : la poussière soulevée (celle du moins qu'on n'aura pas avalée) retombera d'où elle vient\*.

On me répondra : la rééducation chez les nazis ? On sait ce que c'est : ce sont les camps de concentration. Dans le cadre d'une discussion dépassionnée, toutefois, je n'aurai aucun mal à répondre en expliquant l'origine réelle des camps, en citant le nombre d'internés, en le comparant à la population totale, en rappelant les conditions de détention, etc. Je pourrai alors démontrer que les camps ne sont pas consubstantiels au national-socialisme, mais qu'ils furent une opération de police brusquée, nécessitée par les circonstances d'alors. Par conséquent, si, demain, j'arrivais au pouvoir, aucun camp ne serait érigé. A moins que les circonstances ne me contraignent à prendre des mesures de protection... Mais n'est-ce pas ce qu'ont fait les révolutionnaires de 1792 ?

Et que dire de la IIIe République qui, à partir de 1880, expulsa les religieux en investissant leurs couvents et en les jetant dehors s'ils n'obtempéraient pas (voir page suivante, en haut) ? Il est vrai qu'à l'époque, une partie de la gauche accusait les religieux de s'isoler de la société vivante et d'accaparer la plus haute somme possible de richesses pour l'accomplissement de leurs secrets desseins (voir page suivante, en bas). N'est-ce pas la même accusation qui était portée (et qui sera portée) contre les juifs ?

\* Voy. Lanza del Vasto, *Les quatre fléaux* (éd. Denoël, 1959), p. 11.



Article 1<sup>er</sup> du 1<sup>er</sup> décret. — Un délai de trois mois, à dater du présent décret, est accordé à l'agrégation ou association non autorisée dite de Jésus, pour se dissoudre et évacuer les établissements qu'elle occupe sur le territoire de la république.

Ce délai sera prolongé jusqu'au 31 août pour les établissements dans lesquels l'enseignement littéraire et scientifique est donné par les soins de l'association à la jeunesse.

Article 2. — MM. les ministres sont chargés, etc.

Fait à Paris, le 29 mars 1880.

JULES GRÉVY.

CH. LEPÈRE,  
Ministre de l'intérieur

JULES FERRY,  
Ministre de l'instruction publique.

Quand la République française expulsait les religieux accusés des mêmes méfaits que les juifs...

vue d'une œuvre sociale et utile, autant, au contraire, nous nous élevons contre les congrégations et communautés religieuses dont les membres, liés entre eux par des vœux d'obéissance, de célibat ou de pauvreté, se mettent en travers des lois naturelles et en dehors des lois sociales. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.)

M. Paul Dussaussoy. En quoi cela vous regarde-t-il au nom de la liberté?

M. Alexandre Zévaès. ...et qui, tout en s'isolant de la société vivante des autres hommes, s'efforcent d'accaparer, pour l'accomplissement de leurs secrets desseins, la plus haute somme possible de richesses et de biens. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

L'association en stimulant l'apogée des

"J.O.", Chambre des députés,  
8 mars 1901, p. 641

Répondant d'ailleurs à un prêtre, le principal porte-parole de cette gauche anticléricale lança : « *Nous ne distinguons pas entre les voleurs de la finance juive et les voleurs des congrégations religieuses* ». Ces mots ont été consignés au *Journal Officiel* que j'ai moi-même consulté...

Oh ! Je sais. On me répondra : « Ne comparez pas la République française et le IIIe Reich ; ce n'est pas pa-

MARS 1901

M. de Baudry d'Asson. Et les juifs, vos amis, monsieur Zévaès, n'ont-ils rien dans leurs poches ?

M. Alexandre Zévaès. M. l'abbé Gayraud me fait remarquer, par une interruption que je relève, qu'à côté des milliards possédés par les congrégations il y a d'autres milliards, et l'honorable M. de Baudry d'Asson, précisant et complétant la pensée de son collègue de la droite, me parle des financiers juifs.

Nous ne distinguons pas entre les voleurs de la finance juive et les voleurs des congrégations religieuses. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Vives interruptions à droite. — Bruit.)

M. Gayraud. Répétez cette parole, monsieur Zévaès ! Il est bon qu'on le sache !

M. le président. Vous avez des expressions un peu vives, monsieur Zévaès.

M. Paul Lerolle. Elles ont l'avantage d'éclairer la loi.

"J.O.", Députés, 13 mars 1901  
Intervention d'Alexandre Bourson (dit Zévaès)  
de sensibilité socialiste (marxiste).



reil ! » Peut-être. Certainement, même. Mais justement, abordons tous ces sujets de façon dépassionnée. C'est-à-dire, laissons libres les nationaux-socialistes d'exposer leur point de vue et de le défendre. On me dira aussi : « Votre journaliste nazi a parlé d'instaurer partout des pouvoirs dictatoriaux ». Vrai ! Mais n'oublions pas qu'il ajoutait : « *et dans l'assentiment des masses* » (voir ci-dessous). Cet ajout est capital, car il nous montre

nautés nationales constituées, sans s'arrêter aux privilèges de classe ou aux intérêts individuels ; sur le plan politique, où il faut substituer au régime parlementaire un pouvoir dictatorial puisant toute sa force dans la volonté d'un chef et dans l'assentiment des masses. Et, sur le plan moral, où il faut rééduquer complètement l'individu, lui inculquer le principe que le bien de la communauté passe avant ses intérêts personnels. Il faut lui faire rendre tout le potentiel d'énergie dont il est capable, lui rendre le goût

— 7 —

une autre vision de la démocratie. La vision actuelle, celle des droits de l'homme *stricto sensu*, déclare que le peuple étant souverain, il doit choisir ses gouvernants par le biais d'élections libres. C'est ce que j'appelle la démocratie en régime de croisière, lorsque le peuple est satisfait, ce qui est encore le cas aujourd'hui sous nos latitudes — mais pour combien de temps ? L'autre vision consiste à dire : le peuple est incapable de désigner *a priori* ceux qui doivent le gouverner. Mais il sait reconnaître *a posteriori* les bienfaits de tel ou tel gouvernement. C'est ce que j'appelle la démocratie en temps de crise, et surtout de crise grave, lorsque l'avenir de la nation devient très incertain. Dans de tels moments, il n'est pas nécessaire d'arriver au pouvoir par

des élections. On peut le ramasser à terre s'il y est tombé ou même organiser un coup d'État. Peu importe.

L'histoire agitée de la France entre 1792 et 1871 démontre que, dans des moments de crise, le pouvoir change de mains dans des circonstances très différentes, souvent violentes et rarement démocratiques. Voilà pourquoi dans son ouvrage sur la démocratie, l'ardent démocrate Étienne Vacherot concédait : « *Dans la pratique et dans l'histoire [la meilleure forme de gouvernement y étant celle qui répond le mieux aux goûts, aux mœurs, aux idées, il se peut fort bien que ce soit la moins rationnelle et la moins logique, vu l'état de la société à laquelle elle est appliquée]* » (Vacherot, p. 45). Mais une fois au pouvoir — et c'est ce que soulignait le docteur Friedrich, il est nécessaire de consulter régulièrement les électeurs afin de recueillir leur assentiment. C'est ce que fit Hitler jusqu'en 1938.

Le bulletin de vote de plébiscite du 13 mars 1938

Völkisabstimmung und Großdeutscher Reichstag

Stimmzettel

Bist Du mit der am 13. März 1938 vollzogenen

Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich

einverstanden und stimmst Du für die Liste unseres Führers

Adolf Hitler?

Ja

Nein





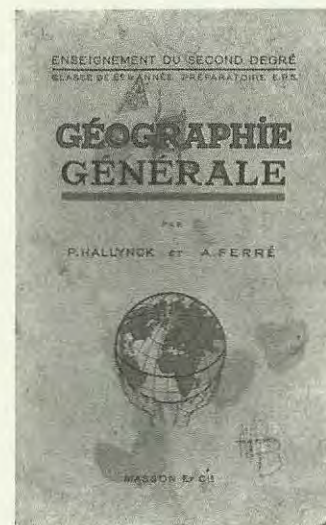
On me répondra que les élections en Allemagne n'étaient pas libres. Ah ? Mais je note que, dans ce magazine grand public consacré au national-socialisme, les auteurs ont été obligés de reconnaître « qu'Hitler a presque toujours pu compter sur le soutien populaire » (p. 7). La discipline du peuple allemand jusqu'à la fin le confirme amplement...

L'erreur est de croire qu'une forme de gouvernement issue d'une crise serait destinée à durer. C'est faux : une fois la prospérité revenue, le régime peut — et doit — évoluer. Hitler a été ce que j'appelle un démocrate de temps de crise, mais je reste persuadé que, sans la guerre, le régime aurait évolué jusque dans les années 50 ou 60. Cela dit certains me rétorqueront : « Vous oubliez que le principal péché du nazisme fut son racisme. Et ça, vous n'en parlez pas ! ». Si, j'allais le faire.

Dans son allocution du 10 janvier 1943, le docteur Friedrich avait continué ainsi :

Le principal grief que, depuis la prise du pouvoir par le national-socialisme, on a pu faire à l'Allemagne hitlérienne, était sa politique raciste. Or le phénomène primordial, qui domine tous les autres et assume la cohésion de la nation, c'est la race. Bien avant la constitution des États et des gouvernements, la terre était peuplée par des groupes humains, cimentés par les liens du sang, et ce lien le

plus ancien qui soit au monde a déterminé leurs lois, leurs mœurs et leurs coutumes. Le sang est donc la source de toutes les civilisations. C'est de cette fontaine ruisselante qu'ont jailli toutes les œuvres humaines, l'Histoire, la Politique, la Culture, la Religion. Toucher au sang, c'est toucher au mystère même de la vie [Friedrich, p. 8].



A l'époque, ce message n'avait rien de bien extraordinaire. Dans ce manuel de géographie paru en 1938, les petits Français apprenaient que les races existaient et qu'elles étaient différentes (p. 273, voir page suivante).

Et dans le manuel de morale déjà cité, les jeunes Français apprenaient que « la communauté de race était un élément constitutif de la patrie » (p. 329, voir ci-dessous).

payans, qui, en 1870, croyaient que l'Allemagne était une province française au même titre que la Bretagne? De même, la communauté de race est un élément constitutif de la patrie, mais encore faut-il s'en rendre compte. L'identité des intérêts, il faut la comprendre; le passé historique, il faut le connaître. *Ibid*, p. 329

On voit par là le sens et la portée de ces mots l'éducation nationale. C'est préparer des citoyens, non d'an

Extrait d'un manuel de morale de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle

On me répondra que si la république a pu tomber dans le travers du racisme, elle n'en a jamais fait un instrument de haine et de massacre. Et pour me prouver à quel point les « nazis » ont été odieux dans le racisme, on me ressortira la fameuse brochure anti-slave



## LES RACES HUMAINES

273

Mais le caractère le plus frappant, au point de vue de la répartition des hommes sur la terre, c'est-à-dire au point de vue géographique, est la *couleur de la peau*.

**Les grandes races humaines.** — A ce point de vue, on distingue quatre grandes races, dont le domaine d'origine correspond, de façon très imparfaite, aux quatre grands continents :

**a. La race blanche.** — La *race blanche*, qui comprend deux rameaux : le rameau *aryen* et le rameau *sémitique*, compte près d'un milliard d'individus, soit presque la moitié de la population totale du globe ; elle peuple presque toute l'Europe, les terres africaines et asiatiques du pourtour de la Méditerranée, l'Inde et l'Arabie. Douée d'une grande force d'expansion et de domination, elle a essaimé dans les deux Amériques et en Australie et y a supplanté les populations indigènes.

**b. La race jaune.** — La *race jaune*, avec ses 650 millions d'individus, représente les deux cinquièmes



Fig. 140. — Race jaune.



Fig. 141. — Race blanche.



Fig. 142. — Race noire.



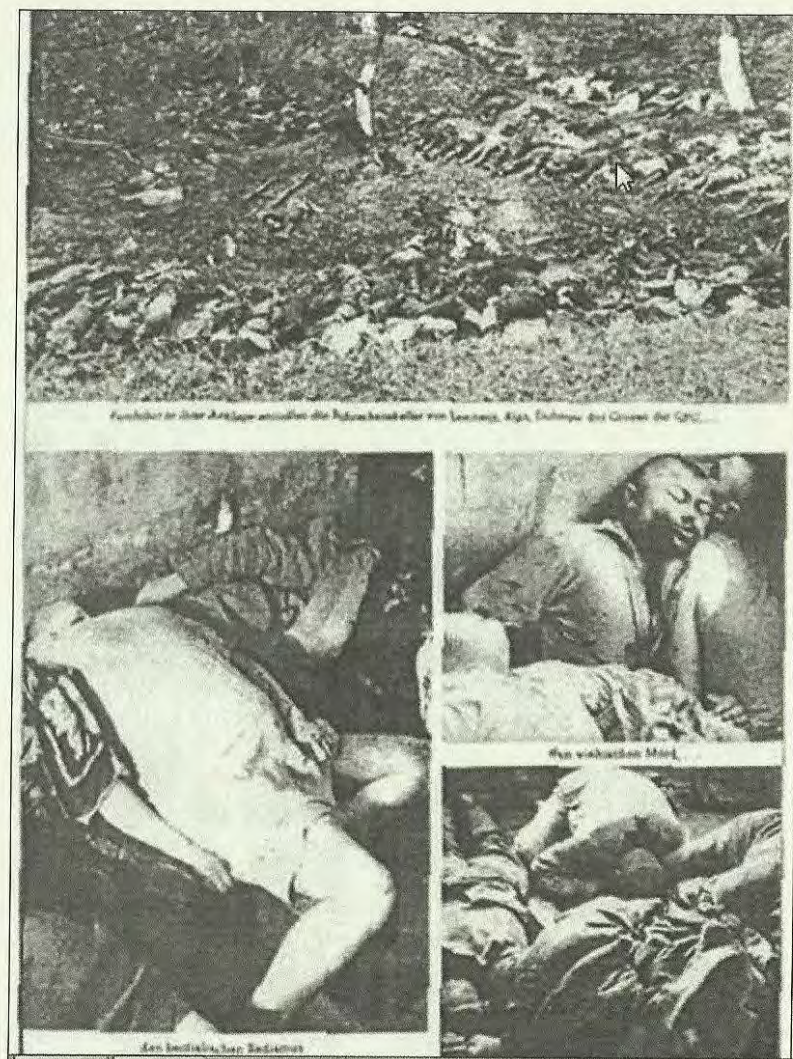
intitulée : *Le sous-homme*. Cette brochure, je la connais et en possède même un exemplaire. L'année de sa publication, 1942, est importante. Elle parut à l'heure où, l'offensive victorieuse ayant été définitivement stoppée en U.R.S.S., l'issue de la guerre devenait incertaine, et ce malgré les discours officiels.

De plus, les Allemands avaient pu s'apercevoir combien la machine de propagande soviétique était efficace.

Aussi avaient-ils voulu lui répondre avec une publication similaire (beaucoup de photos chocs, peu de textes) afin de galvaniser les soldats (voir ci-contre). Il en résulta cette brochure de pure propagande de guerre, une brochure violente où, grâce à quelques documents épars, l'ennemi était montré comme un monstre absolu et menaçant.

Sur l'avant-dernière page, on lisait : « *Comme ces femmes russes, vos femmes pleureront* ». Le message de la dernière page résumait l'intention des auteurs : « *Le sous-homme s'est levé pour conquérir le monde. Malheur à ceux qui ne ressemblent pas pour résister. Europe, défends-toi !* » Bref, il s'agissait d'une brochure faite pour répondre aux besoins d'une lutte à mort, une lutte qui





La quatorzième page de la brochure *Le sous-homme*



« Comme ces femmes russes, vos femmes pleureront ».





« Le sous-homme s'est levé pour conquérir le monde. Malheur à ceux qui ne ressemblent pas pour résister. Europe, défend-toi ! »

menaçait de tourner mal. Dans de tels moments, les outrances sont inévitables. J'ajoute qu'à son procès, celui qui avait contribué à la publication de la brochure raconta qu'après la diffusion de quelques dizaines de milliers d'exemplaires, il avait reçu un rapport selon lequel un contremaître allemand jugé pour des mauvais traitements infligés à des prisonniers de guerre russes avait déclaré, pour sa défense, qu'il s'agissait de « sous-hommes ». En conséquence, la brochure ne fut pas réimprimée et les exemplaires déjà parus furent, dans la mesure du possible, repris (voir ci-dessous).

**Interrogatoire du l'accusé Berger :**

cannot be described at all. The publication itself was not destined for the front line, but for the home front. For the rest, I don't know when, exactly, but I recalled it and suspended the printing of it. On the basis of a report that I received—if I'm not mistaken, by K. L. Albrecht,\* who is still around here—this latter person told me that during a proceedings before a court, which was initiated against a foreman who mistreated Russian PW's, the latter indicated for his defense that the Russians were subhuman. He used that expression. And Albrecht advised me at the time not to have this reprinted any more. I not only did that but I even did this thing very thoroughly and withdrew and recalled all publications that were still in existence and had them collected.

Q. Mr. Witness, may I draw your attention to one thing: The

**TMI, série verte, vol. XIII, p. 742**

Cet exemple démontre une nouvelle fois qu'il faut être prudent au moment de juger un fait. Certes, je ne nie pas que le IIIe Reich ait été raciste. Moi-même, je me considère comme un raciste intellectuel. Cela signifie que je persiste à croire en l'existence des races et à leurs spécificités. Quand je dis, « je persiste », c'est que j'admets sans peine qu'on puisse, sur ce terrain aussi, me contredire.



Car je me tiens au courant des progrès de la science et je sais que bien des découvertes ont été effectuées depuis que Hitler écrivait *Mein Kampf*. Mais justement, j'aimerais que sur ce sujet aussi, on puisse discuter calmement, posément et sans tabou, comme le faisaient ces scientifiques à la fin des années 1920.

Car je puis en témoigner, le vivant moi-même, le racisme intellectuel et bien compris n'induit ni haine, ni mépris de l'autre, ni exigence de ségrégation. Je pense l'avoir déjà assez dit dans des propos qui ont fait scandale au sein de la droite nationale et qui m'ont valu plusieurs défections.

Dans cet ouvrage paru en janvier 1935, le raciste belge Robert Ketels ne manifestait aucune haine. Bien qu'il ait affirmé la supériorité de la race



blanche, il ne voulait réduire personne en esclavage et déclarait au contraire : « *maintenir les autres races dans leur développement propre, les laisser se développer suivant leurs moyens et leur civilisation, est aussi assurer leur bonheur et l'ordre naturel* » (p. 38). Plus loin, il affirmait : « *Bien compris, le racisme n'est pas une source de haine, mais d'unité avec nuance de hiérarchie, et pour ce qui nous occupe, d'unité européenne* » (p. 40).

Le racisme bien compris n'induit aucune haine

saire vers l'unité qu'il leur faut : tant à l'égard des besoins extérieurs que pour surmonter des conflits intérieurs, autre menace de ruine. p. 38

Cette mystique ne doit pas craindre d'aller à l'encontre de l'altruisme. D'abord, maintenir les autres races dans leur développement propre, les laisser se développer suivant leurs moyens et leur civilisation, est aussi assurer leur bonheur et l'Ordre Naturel. Ensuite un principe qui peut sauver 500 millions d'hommes de notre race porte en soi un argument péremptoire de générosité. Vouloir englober par une fausse humanité les

pourrait le déloger. Ce geste retour viderait autant à son salut propre qu'au maintien définitif de l'équilibre mondial. Bien compris, le racisme n'est pas source de haine, mais d'unité avec nuance de hiérarchie, et pour ce qui nous occupe, d'unité européenne.

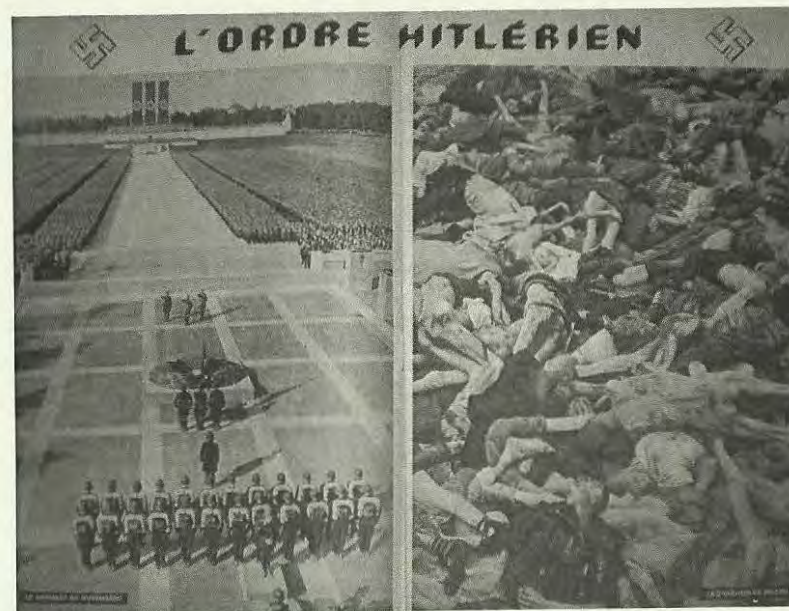
\*\*\*

La force de l'idée de Race ne doit pas se trouver atténuée du fait que son application soit souvent entachée d'erreur. Faut-il hésiter d'affirmer la supériorité de la Race blanche parce que



Je persiste à croire qu'un pays en bonne santé peut assimiler, à chaque génération, un certain pourcentage d'étrangers qui manifestent une volonté sincère de s'intégrer. Comme je l'ai déjà dit ailleurs : si, demain, j'arrivais au pouvoir, une politique serait mise en place pour organiser le retour progressif de populations immigrées non intégrées et qui gagneraient tout à retrouver leurs racines sur la terre de leurs ancêtres. Tout cela serait naturellement organisé en étroite coopération avec les pays d'origine. Les retours s'organiseraient dans le calme et la dignité. Quant aux immigrés intégrés, je le répète encore : au nom de quoi les renverrais-je vers des contrées qui ne sont plus les leurs ? Naturellement, une telle politique de retour ne pourra jamais être parfaite ; elle entraînerait fatalement quelques injustices. Mais que voulez-vous ? On ne répare pas cinquante années d'incohérence en matière d'immigration sans quelque casse... Voilà, Monsieur Picaper, quels peuvent être les sentiments d'un national-socialiste qui reste avant tout un esprit libre. Tout ce que je souhaite, c'est qu'on puisse discuter de façon dépassionnée et sans tabou. Bien que je sois hostile à la philosophie des droits de l'homme — une philosophie qui nie l'existence d'un ordre naturel et d'une nature humaine, je ne suis pas opposé à de nombreux droits de l'homme en tant que tels. On peut être raciste intellectuel et vouloir une justice équitable pour tous, un droit à l'éducation pour tous, le respect de la propriété privée pour tous, la protection de l'enfance pour tous, etc. On peut croire en l'inégalité des sexes mais accepter que les filles fassent des études, n'importe quelles études, et que les femmes travaillent.

Cependant, tant qu'on présentera un national-socialiste comme un individu dont le rêve se résume à cela, tout débat dépassionné sera impossible. L'ennui,



M. Picaper, est que si ces deux photos ne sont pas truquées, les explications qu'on leur donne reposent en grande partie sur des mensonges historiques.

Voilà pourquoi, préalablement à toute autre chose, je place le débat sur le terrain de l'Histoire. Les crimes que l'on reproche aux nationaux-socialistes ont-ils réellement existé, oui ou non ? Telle est la question. Et vous remarquerez qu'elle se situe hors du champ politique. La démocratie et les droits de l'homme sont impuissants à démontrer l'existence ou la non-existence des « chambres à gaz » homicides. Il en va de même avec les événements qui sont survenus dans l'église d'Oradour.

Par conséquent, on ne saurait invoquer la protection des droits de l'homme et de la démocratie pour interdire tout débat sur ces questions. Dès lors, que vont faire nos démocrates ?



C'est très simple : ils vont prétendre que ces questions n'existent pas et donc que si on les pose, cela ne peut être que pour de bien mauvaises raisons, comprenez des raisons opposées aux droits de l'homme. Et pour prétendre que ces questions n'existent pas, ils déclarent que l'existence des crimes imputés aux nationaux-socialistes est définitivement prouvée.

Le 12 janvier 1990, ainsi, lors des débats sur la future loi antirévisionniste dite « loi Gayssot », la sénatrice M<sup>me</sup> Fraysse-Cazalis lança : « *Nier la réalité de l'Holocauste, l'existence des chambres à gaz, ne sera jamais travail d'historien, mais œuvre de falsificateurs cherchant à priver l'humanité tout entière d'un de ses souvenirs les plus atroces* ». Puis elle ajouta : « *Les thèses révisionnistes n'ont d'autres but que l'antisémitisme* ». Tout était dit (voir ci-dessous).

**Journal Officiel, Sénat, 12 juin 1990, p. 1457**

De la même manière, ce n'est pas porter atteinte à la liberté d'expression, ce n'est pas ériger une histoire officielle que d'interdire le soutien des thèses révisionnistes. Nier la réalité de l'holocauste, l'existence des chambres à gaz n'est pas, ne sera jamais travail d'historien, mais œuvre de falsificateur cherchant à priver l'humanité tout entière d'un de ses souvenirs les plus atroces.

Il n'y rien de liberticide à rappeler les effets des crimes contre l'humanité, crimes déjà imprescriptibles dans notre ordre juridique. L'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité édictée par la communauté internationale avait aussi pour

1458

J.O., 12 juin 1990, SÉNAT - SÉANCE D

nisme et la négation du génocide. Les thèses révisionnistes n'ont d'autre but que l'antisémitisme. Leurs auteurs cherchent à effacer des mémoires le régime nazi, à faire oublier la solution finale, tout comme d'ailleurs le racisme anti-arabe ou anti-noir contribue à effacer des mémoires la colonisation

Pourtant, il semble que le législateur ait reculé devant ce tour de force qu'on lui demandait d'exécuter. Car la loi antirévisionniste qu'il vota s'énonçait ainsi :

**Article 24 bis** : Seront punis des peines prévues par le sixième alinéa de l'article 24 ceux qui auront contesté [...] l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction française ou internationale.

Pour tomber sous le coup de la loi, il fallait donc avoir contesté des crimes qui avaient été commis par une ou plusieurs personnes ensuite reconnues coupables des faits, ce qui était la moindre des choses. Mais alors, pour obtenir une condamnation, les plaignants devaient démontrer que les crimes contestés avaient bel et bien existé. La loi Gayssot menaçait donc de se retourner contre ceux-là mêmes qui l'avaient voulue. Le danger fut définitivement écarté lorsque le 9 octobre 1992, dans une de mes affaires, la cour d'Appel de Caen rendit un arrêt qui déclarait :

aux termes de l'article 24 bis [...] il n'est pas nécessaire comme le soutient à tort Reynouard de rechercher une autre preuve de l'existence du crime contre l'humanité concerné. En effet il faut et il suffit en l'état actuel de la législation [...] que le crime contre l'humanité ait été défini à l'article 6 du statut du tribunal militaire international [...] et qu'une personne en ait été déclaré coupable par une juridiction française ou internationale [voir p. suiv.].

D'un trait de plume, ainsi, les juges avaient débarrassé les plaignants de la charge d'apporter la preuve



l'article 6 du statut du tribunal Militaire international annexé à l'accord de LONDRES du 8 août 1945, crime commis soit par une personne qui en a été reconnu coupable, soit par une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 du statut susvisé.

Et aux termes de l'article 24 bis de la Loi du 29 juillet 1881 modifiée par celle du 13 juillet 1990 dont il n'appartient pas aux tribunaux d'apprécier la légitimité dès lors qu'ils émanent légalement de la représentation nationale, il n'est pas nécessaire comme le soutient à tort REYNOUARD de rechercher une autre

Arrêt n° 678, cour d'Appel de Caen, 9 octobre 1992, p. 6

Page 7 REYNOUARD - 9 OCTOBRE 1992

preuve de l'existence du crime contre l'humanité concerné. En effet il faut et il suffit en l'état actuel de la législation qui s'impose aux parties comme aux juridictions, que le crime contre l'humanité contesté ait été défini à l'article 6 du statut du tribunal Militaire international (en l'espèce l'extermination de populations civiles notamment pour des motifs raciaux) et qu'une personne en ait été déclarée coupable par une juridiction française ou internationale, tous éléments qui sont en l'état avérés.

que les crimes contestés avaient bel et bien été commis. Ubuesque !

Certains pourront rejeter mon analyse en déclarant que c'est moi qui avait mal compris le sens de la loi. Faux ! Car si le législateur avait voulu écrire un texte dont le sens aurait été celui donné par les magistrats de la cour d'Appel de Caen, il lui aurait suffi d'écrire : « Seront punis ceux qui auront contesté [...] l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et dont ont été reconnus coupables soit les membres d'une organisation déclarée criminelle en applica-

tion de l'article 9 dudit statut, soit une personne **ayant été jugée pour** de tels crimes par une juridiction française ou internationale. » Là, oui, le texte aurait eu le sens que lui ont abusivement donné les magistrats caennais.

Je n'hésite donc pas à le dire : telle qu'elle avait été rédigée, la loi Gayssot devait fatalement se retourner contre ceux qui l'avaient voulue. Il n'en a pas été ainsi parce que trois magistrats caennais en ont abusivement modifié le sens dans un arrêt qui a fait jurisprudence. Finalement, la cour d'Appel de Caen déclaré qu'en matière de crime contre l'humanité, l'erreur judiciaire n'existait pas : toute personne reconnue coupable avait nécessairement commis le ou les crimes reprochés.

C'est ainsi que, le 9 octobre 1992, la réalité des crimes prétendument commis par les nationaux-socialistes devint une vérité révélée : révélée par les juges de Nuremberg...

PATRICK  
GAUBERT

Les droits  
de l'Homme  
ne se négocient  
pas  
essai

Le coup de gueule du  
président de la LICRA

l'archipel

Ceux qui réclamaient la loi Gayssot étaient arrivés à leur fin. Tout questionnement devenait interdit. Une confirmation peut être trouvée dans l'ouvrage de l'ancien président de la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme. A propos de la loi Gayssot, il écrit : « A mes yeux, l'article XI qui qualifie de délit la contestation des crimes contre l'humanité définis par le Tribunal militaire international de Nuremberg demeure le plus important » (p. 214).



Patrick Gaubert affirme donc que la loi Gayssot prohibe la contestation de crimes définis à Nuremberg, et ce, indépendamment du fait de savoir s'ils ont été commis ou non. Pourquoi cette analyse erronée ? Tout simplement parce que d'après Patrick Gaubert, ces crimes ont été commis, c'est une réalité certaine. Dans son introduction, d'ailleurs, il parle « *d'empêcher la diffusion d'idées contraires à la vérité historique* » (p. 11). Pour lui, donc, il existe bien une vérité historique définitivement incontestable. Dès lors, la remettre en cause ne peut avoir qu'un seul motif : le racisme... Et puisque les droits de l'homme, par nature non négociables, s'opposent au racisme, alors il faut condamner les « négationnistes ». Ainsi défendra-t-on les droits de l'homme et, par ricochet, la démocratie.

Voilà, Monsieur Picaper, la boucle est bouclée.

Vous comprendrez pourquoi, dans l'esprit de ces gens, le débat n'est pas le carburant de la démocratie. Disons plus exactement que certains débats liés à des questions historiques essentielles ne sont pas des carburants. Mais vous, M. Picaper, ne semblez pas faire cette différence entre les débats. Je vous en félicite.

p. 290

LES OMBRES D'ORADOUR

censeurs de demain. Car le débat est le carburant qui fait tourner la démocratie.

Mais il subsiste quelques problèmes du côté des négationnistes.

Alors, sachant que vous avez écrit un livre dans lequel vous consacrez un chapitre entier à m'attaquer — droit que je vous reconnais sans peine, je me permets

de vous lancer cette invitation : accepteriez-vous de débattre avec moi, face à face, sur l'affaire d'Oradour ? J'attends votre réponse et j'ose espérer qu'en bon démocrate, vous serez heureux de remplir de carburant le réservoir de notre belle démocratie.

Si vous refusiez, alors le panneau accroché à la façade ruinée de la maison révélerait l'hypocrisie qui serait la vôtre : car le silence ne serait pas demandé pour respecter les morts ; mais il serait imposé pour empêcher une vérité dérangeante d'être révélée.

JEAN-PAUL PICAPER

# LES OMBRES D'ORADOUR

10 JUIN 1944

